

Sujet : Alerte sur la situation des SIP

De : "solidairesfinancespubliques.ddfip77"

<solidairesfinancespubliques.ddfip77@dgifp.finances.gouv.fr>

Date : 01/06/2023 à 11:55

Pour :

Bonjour Mme Roux-Trescases,

Nous avons été informés de la mise en place d'une cellule de renfort des SIP pour les e-contact à la Division des particuliers, des affaires foncières et juridiques depuis le 30 mai jusqu'au 9 juin.

La mise en place de cette nouvelle organisation n'est pas anodine dans une période où de nombreux services font face à de réelles difficultés devant la charge de travail et le manque de moyens humains.

Solidaires Finances Publiques 77 vous alerte sur cette situation ayant des répercussions sur les conditions de vie au travail des agents ainsi que le service public.

Sur l'organisation :

Les agents de la Division des particuliers, des affaires foncières et juridiques ont été informés par courriel le vendredi 26 mai à 17 h, veille de week-end prolongé qu'à compter du mardi 30 le télétravail était suspendu. Nous vous avons déjà interpellé pour un problème similaire sur le SIP de Melun.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, la Direction semblait avoir pris la pleine mesure du problème et nous pensions qu'il n'y aurait plus de suspension du TT la veille pour le lendemain. Les agents ont une vie privée avec une organisation hors du travail (garde d'enfants, divers rendez-vous...), ce n'est pas en les informant à la veille d'un week-end prolongé qu'ils peuvent s'organiser. Il existe également un délai de prévenance de 48h pour informer les agents de la suspension du télétravail.

Bien évidemment nous comptons sur vous afin de faire appliquer l'accord ministériel visant à ce que les jours de télétravail fixes suspendus pour nécessité de service soient reportés sur d'autres journées.

Tout cela sans même parler d'une mobilisation dans l'urgence des collègues de la CID afin de mettre à disposition écrans et réseau dès le mardi matin.

Sur les missions :

Solidaires Finances Publiques 77 s'étonne que le traitement des e-contact, entièrement télétravaillable, devienne une mission imposée en présentiel.

Il est mis en avant le caractère de la mutualisation, nous voyons plutôt un moyen d'effectuer du soutien avec des collègues ayant peu d'expérience en matière d'assiette. En effet, parmi les renforts, des collègues issus du recouvrement entre autres sont également sollicités.

La DDFiP 77 demande donc à des collègues de venir en renfort sur des domaines dont ils ne sont

pas spécialistes. Nous comprenons ici que pour la Direction, ce sont les statistiques et la baisse du nombre d'e-contact en attente qui comptent, mais en termes de qualité de service public et de gains de temps pour nos collègues cela nous interpelle.

Il en est de même au SIP de Melun où il est demandé aux 5 vacataires de procéder à la saisie des déclarations papiers. Sans remettre en cause la qualité du travail réalisé par les collègues vacataires, sont-ils suffisamment formés ? Qui assumera les retombées d'éventuelles erreurs ayant un impact pour le contribuable et pour le service lors de la sortie des avis ? Qu'en est-il du secret professionnel et de la déontologie ?

Solidaires Finances Publiques 77 tient à vous rappeler que chaque mission de la DGFIP est effectuée par un professionnel, ayant suivi un cursus de formation.

Cette nouvelle répartition des missions tend elle aussi à une baisse de qualité du service public.

Sur les emplois :

A la DDFIP 77, ce sont 36 emplois en SIP qui ont été supprimés sur les 3 dernières années, soit 1/3 des suppressions d'emplois de la Direction.

Pour rappel, - 39 emplois en 2023 dont 12 en SIP ; - 44 emplois en 2022 dont 12 en SIP et - 45 emplois en 2021 dont 12 en SIP.

Aujourd'hui, l'ensemble des structures en charge des impôts des particuliers sont en sous-effectifs, en position critique, et dans l'incapacité évidente d'être sur plusieurs fronts, et ce malgré le professionnalisme, l'engagement et l'implication professionnels de tous les agents et agentes.

Les agentes et agents sont asphyxiés pour répondre à l'ensemble des missions : accueil primaire et secondaire des usagers, gestion des appels locaux, questions GMBI, renfort derrière le numéro national, e-contact, tout en continuant à prioriser les missions IR et TH, faute de moyens humains.

Le volume d'accueil des usagers avec ou sans rendez-vous dans les centres des Finances Publiques ne cesse d'augmenter. Le cumul de la campagne IR et GMBI a créé un afflux d'usagers dans les CFP. Les agents assurent cette mission d'accueil dans des conditions de travail dégradées et anxiogènes.

Lorsque Gabriel Attal invite les usagers à prendre contact avec les centres des Finances Publiques sous quelques formes qui soient, il devrait d'abord s'assurer que les services aient les moyens de répondre à l'ensemble de ces sollicitations.

« En avoir pour ses impôts » c'est aussi offrir un service public de qualité, de proximité aux usagers avec des agentes et agents des Finances Publiques techniciens, formés en mesure de répondre à l'ensemble de leur question et suffisamment nombreux.

La dématérialisation de notre administration ne semble pas être la solution miracle pour pallier à la problématique des moyens humains dans les SIP.

La preuve par les faits, dès la présence d'un quelconque pic de charges, des moyens humains supplémentaires en urgence sont déployés au gré de la qualité de service public ou de l'abandon de la mission du moment des collègues venant en renfort.

Ces réorganisations dans l'urgence, cette course aux statistiques, ces redéploiements de missions, ces manques de moyens humains ne sont pas sans conséquences sur les droits des agents avec une remise en cause des congés, du télétravail.

Madame la Directrice, vous l'aurez compris la situation des agents dans les SIP est alarmante. Les

agentes et agents sont fatigués de subir une telle situation.

Solidaires Finances Publiques 77 vous demande de diminuer urgemment la pression des statistiques et objectifs sur les collègues afin d'éviter de gros risques pour leur santé mais aussi d'arrêter les suppressions d'emploi à la DDFiP 77.

Les agents du SGC de Chelles, de la DOE ont été reçus par la Direction autour de cette problématique de charge de travail et de manque de moyens humains. Aujourd'hui nous vous interpellons sur la situation des SIP, de nombreux autres services sont au bord de la rupture. En tant que Directrice Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne, il vous appartient de faire remonter au niveau national cette volonté d'arrêt de suppressions des emplois afin que les agentes et agents placés sous votre responsabilité puissent exercer l'ensemble de leurs missions dans un contexte plus serein.

Nous savons pouvoir compter sur vous afin de prendre la mesure de notre demande.

Bien cordialement,

--



Guillaume LEFIER et Laureen GABORIT

Secrétaires départementaux

Solidaires Finances Publiques Seine-et-Marne